



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N° 12 - AVRIL 2019

PUBLIÉ LE 24 AVRIL 2019

ARS OCCITANIE

- DD11/CES

PREFECTURE

- DPPPAT/BEAT

VOIES NAVIGABLES de FRANCE (VNF)

- DT - SUD-OUEST

## **SOMMAIRE**

### **ARS OCCITANIE**

DD11-CES

Arrêté n° ARS-DD11-CES-2019-008 relatif à la lutte contre les moustiques potentiellement vecteurs de maladies dans le département de l'Aude.....1

### **PREFECTURE**

DPPAT/BEAT

Arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément au titre de la protection de l'environnement dans un cadre départemental de l'association dénommée « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon - SPN LR - Comité de l'Aude ».....15

### **VOIES NAVIGABLES de FRANCE (VNF)**

DT - SUD-OUEST

Arrêté préfectoral portant déclaration d'abandon du bateau « AMAL » situé au port de CARCASSONNE (11000) 6 PK 105.210 6 rive droite du bief de CARCASSONNE et ses annexes : constats d'abandon des 19 octobre 2018 et 19 avril 2019.....17

Agence régionale de santé Occitanie  
Délégation Départementale de l'Aude  
Pôle santé publique et environnementale

**ARRETE n°ARSDD11-CES-2019-008**  
**relatif à la lutte contre les moustiques potentiellement vecteurs de maladies**  
**dans le département de l'Aude**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L 1416-1, L 1435-1, L. 3114-5, L. 3114-7, L. 3115-1 à L. 3115-4, D. 3113-6, D. 3113 -7 et R. 3114-9 et R. 3115-6 R. 3821-3 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2, L 2213-29, L 2213-31, L 2321-2, L 2542-3 et L 2542-4 ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L 120-1 et suivants, L 414-4 et R 414-19-I ;

**Vu** la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques ;

**Vu** la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974 de finances pour 1975 et notamment son article 65 ;

**Vu** le décret n° 65-1046 du 1er décembre 1965 pris pour l'application de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

**Vu** le décret du 24 février 2017 portant nomination de Mr Alain THIRION Préfet de l'Aude ;

**Vu** le décret n° 2019-258 du 29 mars 2019 relatif à la prévention des maladies vectorielles ;

**Vu** l'arrêté du 23 avril 1987 du ministre des affaires sociales et de l'emploi concernant la lutte contre les maladies humaines transmises par des insectes ;

**Vu** l'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides ;

**Vu** l'arrêté du 10 mai 2007 concernant la mise sur le marché et l'utilisation de certains produits biocides, contenant des substances actives non notifiées au titre du règlement (CE) 2032/2003 de la Commission du 4 novembre 2003 ;

**Vu** l'arrêté du 26 août 2008 fixant la liste des départements où les moustiques constituent une menace pour la santé de la population, modifié par l'arrêté du 31 janvier 2013 ajoutant l'Aude dans la liste de ces départements ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2013 fixant la liste des ports et aérodromes en application des articles R. 3115-6 et R. 3821-3 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 29 novembre 2016 relatif aux zones en provenance desquelles les moyens de transports sont désinsectisés ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DPPPAT-BCI-2018-032 du 13 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

Vu les articles 23, 36, 37, 121, 154-2 et 155-2 du Règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2013080-002 modifiant l'AP N°2011039-0018 portant désignation de la liste départementale des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumises à évaluation des incidences Natura 2000 au titre du 2° du III de l'article L414-4 du code de l'environnement ;

Vu l'instruction n° DGS/RI1/2015/125 du 16 avril 2015 mettant à jour le guide relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en métropole ;

Vu la note d'information n° DGS/VSS1/2019/50 du 28 février 2019 relative à la surveillance du moustique *Aedes albopictus* en France métropolitaine en 2019 dans les départements classés au niveau 0, réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction n° DGS/RI1/2015/125 du 16 avril 2015 et à la prévention et à la préparation de la réponse au risque de dissémination d'arboviroses dans les départements classés au titre des 1° et 2° de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 ;

Vu la circulaire interministérielle DGS/RI1/DGALN/DGAL n°2012-360 du 1<sup>er</sup> octobre 2012 relative aux mesures visant à limiter la circulation du virus West Nile en France métropolitaine ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 18 Avril 2019 ;

Considérant que l'ensemble du département est classé par le ministre chargé de la santé au niveau 1 du plan anti-dissémination de la dengue et du chikungunya en métropole ;

Considérant la présence de moustiques du genre *Culex*, potentiels vecteurs du West-Nile et d'Usutu ;

Considérant que le maintien de gîtes larvaires dans les habitations et les lieux privés entrave les actions menées par les collectivités publiques ;

**Sur proposition** du Directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie.

## ARRETE

### Article 1 : Zone de lutte contre les moustiques vecteurs

La totalité du département de l'Aude est définie en zone de lutte contre les moustiques :

- de l'espèce *Aedes albopictus*, vecteur potentiel du chikungunya, de la dengue ou du virus Zika,
- du genre *Culex*, vecteurs potentiels des virus West-Nile et Usutu.

## **Article 2 : Organismes habilités pour la surveillance entomologique et les traitements**

Dans la zone de lutte définie à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'organisme habilité par le Conseil départemental à procéder aux opérations de lutte opérationnelle contre les moustiques est l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication (EID) Méditerranée.

Le gestionnaire de la plateforme aéroportuaire de Carcassonne, point d'entrée du territoire désigné en application du règlement Sanitaire International, met en œuvre le programme de surveillance et de contrôle des vecteurs sur l'emprise de la plateforme.

Les opérateurs publics et privés intervenants dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions des articles 8, 9 et 10 du présent arrêté sont soumis aux obligations des articles 12 et 20 du présent arrêté.

## **Article 3 : Cellule départementale de Gestion**

Une cellule départementale de gestion de la lutte anti-vectorielle, animée par le Préfet est mise en place.

La cellule se réunit à la demande du Préfet a minima une fois dans l'année et en tant que de besoin en cas de crise sanitaire ou de difficultés pour la mise en application des dispositions du présent arrêté. Le secrétariat de la cellule est assuré par l'ARS.

## **Titre 1: Dispositions communes relatives à la surveillance et aux traitements**

### **Article 4 : Elimination physique des gîtes**

Les propriétaires publics ou privés, usufruitiers, locataires, exploitants ou occupants à quelque titre que ce soit, de terrains bâtis ou non bâtis, d'immeubles bâtis et de leurs dépendances, de décharges et de dépôts, sont tenus de supprimer physiquement les contenants susceptibles de constituer des gîtes à larves de moustiques ou rendre impossible, par tout moyen physique respectant la réglementation en vigueur, la ponte de moustiques au sein de ces contenants.

Plus généralement, ils ne doivent pas créer les conditions de formation de collections d'eau stagnante. Les maîtres d'ouvrages, les maîtres d'œuvre, les entrepreneurs de travaux publics et privés, devront, pour la conception des ouvrages, la conduite et la finition des chantiers, prendre toutes les mesures pour éviter la création de gîtes à larves de moustiques et pour les supprimer le cas échéant.

### **Article 5: Modalités pour l'organisme habilité à pénétrer dans les propriétés privées**

Les agents de l'organisme public chargé de la lutte contre les moustiques, sont autorisés à pénétrer avec leurs matériels dans les propriétés publiques et privées pour y entreprendre les actions de prospections et de traitements, les travaux et les contrôles nécessaires prévus à l'article 1er de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 modifiée, durant la période mentionnée aux articles 14 et 18 du présent arrêté.

Ils peuvent le faire en ces lieux, même habités, après que les propriétaires, usufruitiers, locataires, exploitants ou occupants en aient été avisés à l'avance pour leur permettre de prendre toutes dispositions utiles pour la sauvegarde de leurs intérêts.

En cas d'opposition à cet accès ou si personne ne se présente pour permettre aux agents d'accéder dans les maisons d'habitation ou dans les terrains clos de murs après renouvellement de l'information des

personnes concernées, le Préfet procède à une mise en demeure dans les conditions décrites à l'article 7 du présent arrêté.

L'accès peut avoir lieu dix jours francs après réception de la mise en demeure. En cas d'urgence lié à un risque pour la santé humaine, l'accès peut avoir lieu sans délai.

#### **Article 6 : Autres obligations des propriétaires**

Pour faciliter l'exécution des opérations de traitement, les propriétaires, usufruitiers, locataires, concessionnaires, exploitants ou occupants doivent se conformer aux prescriptions des agents chargés des missions de lutte. Celles-ci ont un effet limité dans le temps et consistent notamment, dans des déplacements d'animaux, de ruches ou de matériels nécessités par ces opérations, car susceptibles d'empêcher ou d'entraver les opérations de prospection, de traitement et de contrôle.

Le fait de ne pas se conformer aux prescriptions des agents chargés des opérations de traitement fait encourir au contrevenant une amende de 4ème classe.

#### **Article 7 : Mise en demeure**

La lettre de mise en demeure rappelle le délai et précise, pour chaque intéressé, ce qu'il doit faire dans cet intervalle.

La mise en demeure est remise en main propre ou est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au propriétaire ainsi que, le cas échéant, au concessionnaire, locataire, exploitant ou occupant dont les intérêts peuvent être atteints par les opérations envisagées.

Si certains des intéressés ne résident pas dans la commune et que leur adresse est inconnue, la mise en demeure peut être valablement faite, pour le propriétaire, à l'adresse figurant à la mairie sur la matrice cadastrale et pour les autres personnes, à l'adresse de l'immeuble.

Une nouvelle mise en demeure ouvrant le délai de dix jours francs est faite si la première revient à l'expéditeur avec indication d'une autre adresse ou d'un changement de titulaire des droits de propriété ou de location.

Si l'adresse demeure inconnue, la mise en demeure est faite en mairie dans les mêmes formes.

En cas de menace pour la santé humaine, la mise en demeure est faite en mairie et l'intervention des agents du service de démoustication peut avoir lieu sans délai.

Les agents de direction et d'encadrement de l'organisme public chargé de la lutte contre les moustiques, une fois commissionnés et assermentés, sont habilités à procéder à la constatation des infractions aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 8 : Surveillance des établissements de santé**

Dans les établissements de santé, la protection des patients et du personnel contre les piqûres de moustique est à la charge de l'établissement, qui l'organise en fonction de sa configuration.

Ainsi, chaque établissement de santé et plus particulièrement ceux disposant d'une structure d'urgence met en œuvre :

- un programme de surveillance et de lutte antivectorielle : repérage et élimination mécanique des gîtes larvaires ;

- un plan de protection des usagers et des personnels contre les piqûres de moustiques : utilisation de moustiquaires aux fenêtres, climatisation de certaines zones, diffuseurs électriques, moustiquaires de lit, etc. ;
- un plan d'information et de formation des personnels de l'établissement, à l'attention d'une part des personnels de maintenance – notamment pour la lutte antivectorielle -- et d'autre part des personnels de santé susceptibles d'intervenir dans le domaine de l'éducation à la santé (maternité, médecine néonatale et réanimation infantile, urgences, etc.)

En complément l'opérateur de démoustication peut effectuer une surveillance entomologique autour des établissements de santé désignés au présent arrêté préfectoral. Les gîtes trouvés à proximité immédiate de l'établissement seront traités par les propriétaires privés ou les collectivités concernés.

Etablissement	Adresse	Commune
CH DE CARCASSONNE	Route de st Hilaire 11890 CARCASSONNE	CARCASSONNE
CH DE CASTELNAUDARY	BP 1200 11492 CASTELNAUDARY	CASTELNAUDARY
CH DE CHALABRE	Les Hauts de Bon Accueil 11230 CHALABRE	CHALABRE
CH DE LEZIGNAN	Boulevard Pasteur BP 204 11202 LEZIGNAN CORBIERES	LEZIGNAN
HOPITAL LOCAL DE LIMOUX	17, rue de l'Hospice BP 80 11304 LIMOUX	LIMOUX
CH DE NARBONNE	Boulevard du Docteur Lacroix BP 824 11108 NARBONNE	NARBONNE
CH DE PORT LA NOUVELLE	Chemin des Vignes BP 71 11 210 PORT LA NOUVELLE	PORT LA NOUVELLE
CENTRE DE LORDAT	Route Nationale 113 11150 BRAM	BRAM
CHÂTEAU LA VERNEDE	Route de Villalier 11600 CONQUES SUR ORBIEL	CONQUES SUR ORBIEL
CLINIQUE DU SUD	Chemin de la Madeleine 11000 MONTREDON	MONTREDON
CLINIQUE LE CHRISTINA	Avenue Rhin et Danube 11230 CHALABRE	CHALABRE
LA PINEDE	Domaine Villefalse 11130 SIGEAN	SIGEAN
CLINIQUE DE MIREMONT	Route de Marseillette 11800 BADENS	BADENS
CLINIQUE LE LANGUEDOC	12, Avenue de la Côte des Roses 11100 NARBONNE	NARBONNE
CLINIQUE MONTREAL	Route de Bram 11000 CARCASSONNE	CARCASSONNE

Tabl.1 - Liste des établissements de santé du département concernés

Dans ces établissements, en cas de passage ou de présence d'un malade d'arbovirose pendant sa période de virémie, la lutte anti-vectorielle est réalisée selon les modalités de l'article 11.

## Article 9 : Surveillance des points d'entrée au sens du règlement sanitaire international (RSI)

Les gestionnaires des points d'entrée désignés par arrêté ministériel doivent faire réaliser un état initial portant sur une bande d'au moins 400 m autour du périmètre de leurs installations qui sont utilisées pour les opérations concernant les voyageurs, moyens de transport, conteneurs, cargaisons et colis postaux.

Suite à cet état initial et dans les limites administratives sous leurs responsabilités, les gestionnaires des points d'entrée :

- identifient les gîtes potentiels et les éliminent autant que possible ;
- mettent en place une surveillance entomologique mensuelle avec traitements anti-larvaires des gîtes identifiés et ne pouvant être éliminés ;
- mettent en place une surveillance par pièges pondoirs et/ou pièges à femelles gravides à proximité des lieux potentiels de repos (végétation ou bâtiment) et les relèvent mensuellement.

Le programme de surveillance contenant une cartographie du site où sont représentés à minima les bâtiments surveillés, la position des gîtes permanents, la position des pièges pondoirs et la position des pièges à femelles gravides est envoyé à l'ARS au plus tard le 1er mai, accompagné du calendrier prévisionnel des passages de l'opérateur de démoustication choisi par le gestionnaire de la plateforme.

En dehors des limites administratives du site, et dans la bande de 400m autour de leurs installations qui sont utilisées pour les opérations concernant les voyageurs, moyens de transport, conteneurs, cargaisons et colis postaux, la surveillance et les actions de lutte sont mises en œuvre par l'opérateur désigné par le conseil départemental. La traçabilité de ces opérations est assurée sans délai selon les modalités définies à l'article 20.

Les responsables des différents points d'entrée rendent compte de leurs actions au Préfet et à l'ARS et préparent un rapport de synthèse annuel pour présentation au CoDERST, à remettre à l'ARS au plus tard le 31 décembre de l'année en cours.

Point d'entrée	Adresse	Commune
Aéroport Carcassonne	Route de Montréal 11000 Carcassonne	CARCASSONNE

Tabl.2 - Liste des points d'entrée concernés

Dans ces points d'entrée, en cas de passage ou de présence d'un malade d'arbovirose pendant sa période de virémie, la lutte anti-vectorielle est réalisée selon les modalités de l'article 11.

## Article 10 : Actions dans le domaine public

Le maire, dans le cadre de ses compétences en matière d'hygiène et de salubrité, agit aux fins de prévenir l'implantation et le développement d'insectes vecteurs sur le territoire de sa commune. A ce titre, il peut :

- informer la population sur les mesures préventives nécessaires et mettre en place des actions de sensibilisation du public, le cas échéant en lien avec le préfet ;
- mettre en place dans les zones urbanisées un programme de repérage, de traitement et de contrôle des sites publics susceptibles de faciliter le développement des insectes vecteurs ;

- intégrer, au sein du plan communal de sauvegarde, un volet relatif à la lutte anti-vectorielle en cas d'épidémies de maladie vectorielle en déclinant le dispositif ORSEC départemental.

Le maire prescrit, dans les conditions fixées par l'article L. 2213-31 du Code général des collectivités territoriales, aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis mentionnés au même article, les mesures nécessaires pour lutter contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées.

Pour assurer ses missions, le maire peut désigner un référent technique chargé de veiller et de participer à leur mise en œuvre. A la demande du préfet ou de l'agence régionale de santé, il transmet ses coordonnées au préfet.

Il informe sans délai le préfet de toute détection inhabituelle d'insectes vecteurs de maladies sur le territoire de sa commune. Il informe le préfet des actions entreprises selon des modalités établies avec lui.

Les gestionnaires de bâtiments publics (écoles, collèges, lycées, bibliothèques, administrations, établissements médico-sociaux, etc.) veillent à l'absence de gîtes au sein des espaces et bâtiments qu'ils gèrent (gouttières, chéneaux, jardins, terrasses, vides sanitaires, etc.)

Lorsque des problèmes à l'origine de prolifération de moustiques sont repérés, le gestionnaire met en œuvre dans les plus brefs délais les actions nécessaires à sa résorption.

#### **Article 11 : Lutte anti-vectorielle autour des cas : prospection et traitement**

Les objectifs de la lutte anti-vectorielle consistent à prospecter autour des lieux fréquentés par les cas suspects importés ou des cas confirmés pour évaluer la situation entomologique et agir pour limiter la population de vecteurs potentiels.

Le responsable de cette lutte opérationnelle désigné à l'article 2 met en œuvre les actions suivantes :

- réalisation des prospections entomologiques autour des lieux fréquentés par les cas signalés par l'ARS, transmission des résultats de l'enquête précisant les points de vigilance observés, à l'ARS via le SI-LAV et proposition, si nécessaire, de la mise en œuvre de traitements dans les lieux fréquentés. Le tracé prévisionnel de traitement est réalisé dans le SI-LAV ;
- si besoin, en présence avérée du moustique, mise en œuvre des opérations de lutte opérationnelle, dans les lieux fréquentés par le malade : élimination physique des gîtes larvaires, traitement larvicides des gîtes larvaires non suppressibles, traitement adulticides (cf. article 12). La programmation de ces interventions figure dans le SI-LAV et elle est validée par l'ARS;
- avant chaque traitement, l'ARS informe le Conseil départemental, le Préfet, la DDPP, DDT/DDTM, la Fédération régionale des groupements de défense sanitaire apicole (FRGDSA) ou le Groupement de défense sanitaire (GDS) apicole, la DREAL, le CAPTV ; la DDTM et la Chambre d'agriculture sont également informées pour solliciter une vigilance particulière vis-à-vis de la présence de parcelles agricoles conduites en agriculture biologique au sein de la zone de traitement ;
- en cas de besoin, l'opérateur de démoustication s'assure de l'efficacité des mesures entreprises. Un compte rendu des interventions destiné à l'ARS, est intégré au SI-LAV après chaque intervention.

## Article 12 : Modalités de traitement mises en œuvre par l'opérateur de démoustication

Les substances actives utilisées pour la lutte opérationnelle doivent respecter la réglementation européenne et française et les Autorisations de Mise sur le Marché (AMM) en cours pour les différents produits biocides. Les produits de la lutte anti-vectorielle (larvicides, adulticides) sont des produits biocides, classés en types de produits « TP18 » sur la liste des usages des produits biocides du ministère chargé de l'environnement. Ils doivent être choisis et appliqués par des professionnels munis d'équipements de protection individuelle adaptée et titulaires d'un certificat individuel pour l'activité « utilisateur professionnel et distribution de certains types de produits biocides destinés exclusivement aux professionnels ».

Liste des produits utilisables :

Substance active	Observations
<i>Bacillus thuringiensis</i> subsp. <i>israelensis</i> Sérotype H 14 (Bti)	Anti-larvaire d'origine biologique utilisé dans tous les types de milieux
<i>Bacillus thuringiensis</i> subsp. <i>israelensis</i> Sérotype H 14 (Bti) + <i>Bacillus sphaericus</i> (Bti/Bs)	Anti-larvaire d'origine biologique utilisé dans tous les types de milieux
Diflubenzuron	Anti-larvaire régulateur de croissance des insectes, utilisé sur gîte artificiel en milieux urbains exclusivement
Deltaméthrine	Anti-adultes utilisé en milieu urbain et périurbain, Traitement en ultra bas volume (UBV),
Deltaméthrine + D-alléthrine	Utilisation proscrite sur les plans d'eau et respect d'une zone de non traitement vis-à-vis des cours d'eau : 50 m en pulvérisation spatiale (traitement routier, appareils portés par pick-up) et 25 m en application péri-focale (ou application pédestre).

Tabl.3 - Liste des produits utilisables

Les produits utilisés par l'opérateur désigné à l'article 2 sont saisis dans le SI-LAV selon les modalités décrites à l'article 20.

Les traitements sont adaptés aux observations de terrain. Les opérations de démoustication anti-larvaires et anti-adultes sont réalisées par voie terrestre, de façon manuelle ou à l'aide de dispositifs montés sur véhicules ou portés par un agent.

Dans tous les cas, les interventions seront respectueuses des espaces naturels protégés et sensibles. En particulier, les dispositions suivantes seront prises concernant les produits anti-adultes : en cas de proximité avec une zone humide et afin de limiter au maximum tout impact au niveau du compartiment

aquatique, une zone d'exclusion de 50 mètres doit être respectée pour les itinéraires des véhicules utilisés pour l'application à ultra bas volume (UBV) et une zone de 25 mètres pour les traitements effectués par les équipes à pied.

### **Article 13 : Modalités d'intervention sur les sites Natura 2000**

Pour l'application du dispositif d'évaluation d'incidences sur les sites Natura 2000 prévu à l'article R. 414-19 du Code de l'environnement, la procédure spécifique à la lutte anti-vectorielle décrite dans l'instruction n° DGS/RI1/2015/125 du 16 avril 2015 mettant à jour le guide relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue en métropole est mise en œuvre.

En vue de la réalisation des traitements cités à l'article 12, en cas de proximité immédiate d'une zone Natura 2000, l'ARS prend contact, au sein de la DDTM ou de la DREAL, avec le service chargé de Natura 2000 et/ou de l'animateur du site Natura 2000 pour adapter l'intervention s'il y a lieu, afin de minimiser les impacts environnementaux éventuels ;

Sur les sites Natura 2000 sur lesquels des opérations de démoustication sont opérées, les modalités d'intervention sont adaptées suivant la réglementation en vigueur. Seuls les traitements anti-larvaires avec usage exclusif du Bti y sont autorisés. Le cas échéant, un bilan annuel des actions sera présenté devant le comité de pilotage du site en question

## **Titre 2 : Moustiques de l'espèce *Aedes albopictus***

### **Article 14 : Définition des opérations de lutte et dates de mise en œuvre**

Les mesures de lutte anti-vectorielle contre les moustiques *Aedes* vecteurs comprennent :

- les actions de communication, sensibilisation, formation, qui peuvent avoir lieu toute l'année (cf. article 15 du présent arrêté) ;
- la surveillance entomologique, la surveillance épidémiologique et la lutte opérationnelle autour des cas, qui sont activées pendant la période allant du 1er mai au 30 novembre 2019. La surveillance entomologique peut continuer de s'exercer au-delà de cette date, jusqu'au début de la période suivante.

### **Article 15 : Actions de communication, sensibilisation, formation**

Afin d'inciter les personnes à lutter contre les gîtes larvaires pour diminuer la densité de moustiques, l'ARS, le Conseil départemental, l'organisme chargé de la lutte contre les moustiques et les communes qui le décident, peuvent réaliser des campagnes d'information et de sensibilisation. La diminution du nombre de gîtes étant le moyen le plus efficace contre la prolifération des moustiques *Aedes* vecteurs, la sensibilisation de la population est le moyen de lutte prioritaire. L'ARS assure, dans le cadre de la cellule départementale de gestion, une coordination régionale des actions de communication et de sensibilisation concernant les messages de prévention sanitaire. Une traçabilité de ces actions est assurée dans l'outil national SI-LAV.

Cette communication est effectuée auprès de différents publics cibles : les collectivités locales, le grand public, les voyageurs, le milieu scolaire, les professionnels de santé, le secteur touristique.

Afin d'évaluer l'impact des actions de communication, des campagnes de prospections entomologiques et de calculs d'indices larvaires peuvent être réalisées au cas par cas en accord avec les collectivités concernées et l'organisme public chargé de la lutte contre les moustiques.

#### **Article 16 : Surveillance entomologique**

Les objectifs principaux de la surveillance entomologique consistent à surveiller la progression géographique de l'implantation d'*Aedes albopictus*, évaluer sa dynamique saisonnière et les densités vectorielles, surveiller l'apparition d'autres espèces de moustiques vectrices ou potentiellement vectrices et évaluer ponctuellement le comportement de la population vis-à-vis des moustiques.

Le responsable de la surveillance entomologique est le Conseil départemental ou l'organisme chargé de la lutte contre les moustiques désigné à l'article 2.

Cette surveillance requiert la mise en œuvre des actions suivantes :

- mise en place d'un réseau de pièges pondoirs en limite de la zone colonisée pour surveiller la progression du moustique-tigre d'une part, à l'intérieur de la zone colonisée afin de connaître les dates d'entrée et de sortie de la diapause d'autre part. La mise en place de ce réseau tient compte des recommandations du centre national d'expertise sur les vecteurs. Ce réseau sera installé du 1<sup>er</sup> mai au 30 novembre. Les pièges seront relevés au minimum mensuellement, cette fréquence étant adaptée aux observations de terrain. Les résultats des relevés des pièges sont enregistrés sans délais dans l'application nationale SI-LAV;
- la liste des communes où des pièges pondoirs sont installés figure en annexe. Cette liste peut évoluer en cours de saison en fonction de l'évolution de la situation entomologique du département. Le nombre et la répartition des pièges pourront évoluer en cours de saison en fonction de la situation entomologique du département.
- traiter les signalements de particuliers effectués sur le site Internet signalement-moustique.fr ou l'application mobile I-Moustique ou directement auprès de l'ARS ou de l'organisme public chargé de la lutte contre les moustiques. Les résultats des investigations sont enregistrés sans délais dans l'application nationale SI-LAV ;
- la possibilité d'effectuer des enquêtes en porte-à-porte chez des particuliers afin d'apprécier le comportement de la population vis-à-vis des moustiques et évaluer le cas échéant les densités vectorielles des secteurs visités.

#### **Article 17 : Surveillance épidémiologique du chikungunya, de la dengue, de Zika et de la fièvre jaune**

Les objectifs de la surveillance épidémiologique consistent à repérer précocement les cas des maladies transmises par ce moustique (cas suspects ou confirmés) et d'éviter l'initiation d'une chaîne locale de transmission et la survenue de cas secondaires et de foyers épidémiques autochtones.

L'ARS Occitanie est responsable de cette surveillance.

Cette surveillance requiert la mise en œuvre des actions suivantes :

- sensibiliser les médecins et biologistes responsables de laboratoires de biologie médicale à l'obligation de signaler sans délai au point focal de l'ARS tous les cas suspects importés et tous

- les cas probables ou confirmés (importés ou autochtones) d'arboviroses (CHIKV, DENV, ZIKV, YFV...);
- réceptionner et étudier les signalements de ces cas, ainsi que les notifications obligatoires (DO) des cas probables ou confirmés (importés ou autochtones) d'arboviroses (CHIKV, DENV, ZIKV, YFV...) et déterminer la nécessité de déclencher des investigations ;
  - réaliser, l'enquête épidémiologique pour connaître les lieux fréquentés par le malade en période de virémie et orienter les mesures de LAV adaptées ;
  - signaler sans délai au Conseil départemental et à son l'opérateur de démoustication, par l'intermédiaire du SI-LAV, les cas confirmés ayant fréquenté le département pendant la phase virémique ou les cas suspects potentiellement virémiques importés ou probables après évaluation du risque par l'ARS, pour mise en œuvre de la prospection et des traitements éventuels autour des cas ;
  - si l'ARS a identifié que le cas a séjourné, pendant sa phase de virémie, dans une autre région où le moustique-tigre est durablement implanté, le message généré par le SI-LAV doit être envoyé sans délai aux boîtes alerte de (ou des) ARS concernée(s).

### **Titre 3 : Moustiques du genre *Culex***

*Pour rappel, l'humain est une impasse épidémiologique pour le virus West Nile (VWN), c'est-à-dire qu'il ne peut pas transmettre le virus à un moustique. Cette transmission au moustique ne peut se faire que par les oiseaux.*

#### **Article 18 : Surveillance épidémiologique du West-Nile (VWN)**

La surveillance et la lutte antivectorielle sont activées du 1er mai au 30 novembre 2019.

L'objectif de cette surveillance est d'identifier précocement des cas humains (sérologies suite à symptômes évocateurs d'arboviroses et neurologiques telles des formes méningées, encéphaliques ou paralytiques aiguës), qui témoigneraient d'une circulation virale dans le territoire. En raison de leur sévérité potentielle, une surveillance des infections neuro-invasives à virus Usutu est couplée à la surveillance du VWN.

Les cas sont signalés sans délai à l'ARS.

Le dispositif de surveillance épidémiologique du VWN s'articule ainsi :

- détecter précocement les premiers cas humains neurologiques ;
- réaliser une description des cas identifiés selon des critères de temps, lieux et caractéristiques individuelles ;
- déclencher l'alerte et fournir les informations nécessaires aux institutions chargées de la mise en place et de l'adaptation des mesures de contrôle et de prévention.

#### **Article 19 : Prospection entomologique et lutte contre les Culex pendant un épisode de transmission de West-Nile**

En cas de mise en évidence de circulation virale les mesures suivantes sont mises en place :

- activation par l'ARS d'une surveillance entomologique spécifique ;
- mise en œuvre des actions de lutte anti-vectorielle destinées à contrôler les populations de moustiques vecteurs ;
- réalisation par l'opérateur de démoustication, pour le compte de l'ARS, de la surveillance entomologique spécifique décrite dans la fiche 2-B de la circulaire précitée, c'est-à-dire l'identification des espèces de moustiques impliquées dans l'épisode de transmission, la capture d'échantillons et leur envoi pour analyse au CNR ou au LNR ;
- l'opérateur désigné à l'article 2 réalise les actions de lutte anti vectorielle décrites dans la fiche 2-D de la circulaire précitée. Lorsqu'il s'agit d'une transmission urbaine, la lutte anti-vectorielle spécifique décrite par instruction ministérielle est mise en œuvre.

#### **Titre 4 : Modalités de traçabilité, de communication et de mise en œuvre de l'arrêté**

##### **Article 20 : Renseignement de l'application nationale SI-LAV et traçabilité des opérations et traitements réalisés**

Pour répondre à la demande du ministère de la santé de tenir à jour le recensement des moyens de la lutte anti-vectorielle, l'opérateur désigné à l'article 2, le conseil départemental et l'ARS remplissent les fiches les concernant dans l'application nationale SI-LAV.

L'ensemble des opérations de mobilisation sociale, de surveillance entomologique du territoire, de surveillance des sites sensibles, de surveillance des points d'entrée, d'intervention autour des domiciles et lieux de passage des malades pendant leur période de virémie et des traitements chimiques et mécaniques réalisés au cours de ces opérations, font l'objet d'une traçabilité par inscription dans l'application nationale SI-LAV.

Pour les traitements chimiques, cette traçabilité porte sur les noms et doses des produits utilisés, les coordonnées géographiques des lieux traités, les tracés de traitement et les dates de traitement.

##### **Article 21 : bilan de la campagne par l'organisme public chargé de la lutte contre les moustiques**

Le Conseil départemental ou son opérateur, rend compte de l'exécution des opérations de lutte contre les moustiques dans un rapport annuel qui sera présenté au CoDERST. Ce rapport, transmis à l'ARS avant le 15 janvier de l'année 2020, doit comprendre les éléments suivants :

- résultats de la surveillance et présentation de la répartition des moustiques potentiellement vecteurs dans le département (avec cartographie des gîtes associés) ;
- bilan des produits insecticides utilisés : nom commercial, composition en substances actives, doses de traitement, quantités utilisées sur le département ;
- liste et cartographie des zones traitées, nombre de traitements par zone ;
- difficultés rencontrées pour la mise en application de l'arrêté ;

- information sur les précautions prises pour limiter les effets des opérations de lutte sur la faune, la flore et les milieux naturels.

#### **Article 22 : publication de l'arrêté**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude, ainsi que sur le site internet de l'ARS Occitanie. Il est affiché dans les mairies des communes du département du 1<sup>er</sup> mai au 30 novembre 2019.

#### **Article 23 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de l'Aude, soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé, Direction générale de la santé - 14 av Duquesne, 75350 Paris 07 SP, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Montpellier, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

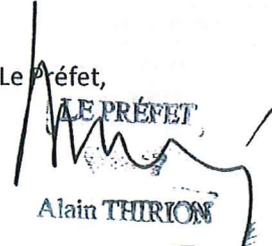
#### **Article 24 : abrogation**

L'arrêté ARSDD11-CES-2018-005 du 2 mai 2018 est abrogé.

#### **Article 25 : exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le Directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie, les sous-Préfets, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires et de la mer, le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, les Directeurs des Services communaux d'hygiène et de santé, les Maires, le Président de la Chambre de commerce et d'industrie, les Directeurs des établissements de santé, les gestionnaires des points d'entrée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Chambre d'agriculture de l'Aude, au Directeur de la sécurité publique, ainsi qu'au Commandant du groupement de gendarmerie, pour diffusion auprès des différentes brigades de gendarmerie du département de l'Aude.

Fait à CARCASSONNE, le 23 AVR. 2019

Le Préfet,  
  
Alain THIRION

*Annexe : Liste des communes colonisées par AA dans l'Aude (Source : EID Méditerranée)*

Communes de l'Aude colonisées par Aedes Albopictus	
ALZONNE	GRUISSAN
AZILLE	LA PALME
CANET	LEUCATE
CAUNES-MINERVOIS	LEZIGNAN-CORBIERES
CAZILHAC	LIMOUX
CONQUES-SUR-ORBIEL	MAGRIE
DOUZENS	MARCORIGNAN
ESPERAZA	MONTREDON-DES-CORBIERES
FERRALS-LES-CORBIERES	MOUSSAN
GINESTAS	NARBONNE
LEUC	NEVIAN
LUC-SUR-ORBIEU	PORT-LA-NOUVELLE
MAILHAC	ORNAISONS
MIREPEISSET	OUVEILLAN
MONTREAL	PALAJA
MONTSERET	PENNAUTIER
PAYRA-SUR-L'HERS	PEYRIAC-DE-MER
QUILLAN	PIEUSSE
RAISSAC-SUR-LAMPY	PORTEL-DES-CORBIERES
RIEUX-MINERVOIS	ROQUEFORT-DES-CORBIERES
RUSTIQUES	SALLES-D'AUDE
SAINT-ANDRE-DE-ROQUELONGUE	SIGEAN
ARGELIERS	TREBES
ARMISSAN	TREILLES
BAGES	VILLEMUSTAUSOU
BIZANET	VINASSAN
BIZE-MINERVOIS	SAINT-HILAIRE
BRAM	SAINT-MARCEL-SUR-AUDE
CAMPAGNE-SUR-AUDE	SAINT-NAZAIRE-D'AUDE
CAPENDU	SALLELES-D'AUDE
CARCASSONNE	VENTENAC-CABARDES
CASTELNAUDARY	VILLASAVARY
CAVES	VILLEGAILHENC
COURSAN	VILLENEUVE-LA-COMPTAL
CRUSCADES	
CUXAC-D'AUDE	
FABREZAN	
FITOU	
FLEURY	



Direction du pilotage des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'aménagement du  
territoire

**Arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément au titre de la protection de  
l'environnement dans un cadre départemental de l'association dénommée  
« Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon - SPN LR  
Comité de l'Aude »**

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.141-1 et suivants, et R141-2 à R141-20 ;

VU le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement ;

VU l'arrêté préfectoral initial n°76 du 02 septembre 1983 du préfet de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012317-0002 du 12 novembre 2012 du préfet de l'Aude ;

VU la demande de renouvellement d'agrément déposée le 23 janvier 2019 au titre de l'article L.141-1 du code de l'environnement par l'association « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon - SPN LR - Comité de l'Aude » ;

VU l'avis de M. le procureur général près la cour d'appel de Montpellier ;

VU l'avis rendu le 08 avril 2019 de M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Occitanie ;

VU la lettre du 20 février 2019 de M. le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

Considérant que l'association dénommée « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon - SPN LR - Comité de l'Aude » est régulièrement déclarée et qu'elle exerce son activité depuis au moins trois ans dans un des domaines visés à l'article L 141-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon - SPN LR - Comité de l'Aude » a pour objet statutaire « de promouvoir toute action tendant à assurer la conservation, la protection et la gestion de l'environnement ; d'initier ou de participer à toutes actions de lutte contre toute forme de pollution ; de faire appel à toutes actions de recherche, d'étude, d'information, de formation et d'éducation concourant à la protection de l'environnement ». Cet objet s'inscrit pleinement dans les domaines de l'article L.141-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que la « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon – Comité de l'Aude » s'est investie depuis de nombreuses années dans la protection de l'environnement et la lutte contre toute forme de

52 rue Jean Bringer - CS 20001 - 11836 CARCASSONNE CEDEX 9

Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi : 8h30/12h – 13h30/16h et le vendredi de 8h30/12h – 13h30/15h

Téléphone : 04.68.10.27.00 - Télécopie : 04.68.72.32.98

Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/> - Facebook : <http://www.facebook.com/pages/>

pollutions. Elle participe à de nombreuses enquêtes publiques et à plusieurs comités et commissions. Il s'agit principalement du CODERST, de la CDNPS et de la CDCFS, mais aussi de commissions spécialisées dans le traitement des déchets ou de compostage de boues d'épuration ;

Considérant que cette association « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon – Comité de l'Aude » est appelée à formuler des avis sur le SCOT du Pays Lauragais Montferrand et des avis pour le syndicat mixte du delta de l'Aude Vendres et sur le site Natura 2000 du plateau de Leucate. De plus, elle est sollicitée par le Conseil Départemental pour réaliser une étude sur l'aménagement foncier de la Haute Vallée de l'Aude sur le secteur Belcaire Espezel. Elle assure également une veille environnementale sur les espèces invasives et sur les différents projets d'envergure, nécessitant une vigilance particulière sur leur impact sur l'environnement ;

Considérant que cette association est bien implantée dans le département de l'Aude depuis de nombreuses années et regroupe la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Aude, le Parc Naturel Régional de la Narbonnaise et la Chambre d'Agriculture.

Considérant que la « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon - SPN LR Comité de l'Aude » va voir augmenter de manière significative le nombre de ces adhérents grâce à l'adhésion de l'association MC2 renforçant ainsi sa représentativité ; elle s'est vue renouveler son agrément en 2012 ;

**Sur proposition** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

L'agrément accordé dans un cadre départemental au titre de la protection de l'environnement en faveur de l'association dénommée « Société de Protection de la Nature du Languedoc-Roussillon - SPN LR Comité de l'Aude » dont le siège social est situé **22 rue de la Combe du Puits – 11100 MONTREDON DES CORBIERES**, est renouvelé pour une durée de cinq ans au titre de l'article L.141-1 du code de l'environnement, à compte de la date de cet arrêté.

Il appartient à l'association de formuler une demande de renouvellement six mois au moins avant la date de l'expiration du présent agrément dans les conditions précisées par l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement d'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement.

### ARTICLE 2 :

Conformément aux dispositions de l'article R141-19 du code de l'environnement, l'association agréée adresse chaque année, au préfet l'Aude, par voie postale ou électronique (courriel : [pref-environnement@aude.gouv.fr](mailto:pref-environnement@aude.gouv.fr)), les documents dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Ces documents comprennent notamment le rapport d'activité ainsi que les comptes de résultat et de bilan de l'association et leurs annexes, qui sont communicables à toute personne et à ses frais. L'autorité administrative en accuse réception.

**ARTICLE 3 :** En application des dispositions de l'article R.414-6 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier soit par courrier adressé au 6 rue Pitot – CS99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr> ;

### ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude et dont une copie sera adressée aux greffes de la Cour d'Appel de Montpellier, des tribunaux d'instance et de grande instance de CARCASSONNE et NARBONNE, ainsi qu'au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Occitanie et au directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude.

Carcassonne, le **18 AVR. 2019**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Claude VO-DINH



## PREFET DE L'AUDE

### Arrêté préfectoral portant déclaration d'abandon du bateau «AMAL», situé au port de Carcassonne (11000), PK 105.210, rive droite du bief de Carcassonne

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 1127-3 :

*« Le présent article s'applique à tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant abandonné sur le domaine public fluvial.*

*L'abandon se présume, d'une part, du défaut d'autorisation d'occupation du domaine public fluvial et, d'autre part, de l'inexistence de mesures de manœuvre ou d'entretien, ou de l'absence de propriétaire, conducteur ou gardien à bord.*

*L'abandon présumé du bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant est constaté par les agents mentionnés à l'article L. 2132-23. Le constat est affiché sur le bien concerné et notifié au dernier propriétaire s'il est connu, en même temps qu'une mise en demeure de faire cesser l'état d'abandon.*

*Si aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne s'est manifesté dans un délai de six mois, l'autorité administrative compétente déclare abandonné le bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant et en transfère la propriété au gestionnaire du domaine public fluvial concerné. Le gestionnaire peut procéder à la vente du bien à l'expiration d'un délai de deux mois et sous réserve des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires ou procéder à sa destruction à l'expiration de ce même délai, si sa valeur marchande ne justifie pas sa mise en vente ».*

**Vu** le Code des transports et notamment les articles L. 4311-1, L. 4314-1, R. 4313-14 et suivants et D.4314-1 et suivants ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 24 février 2017 portant nomination de Monsieur Alain Thirion, en qualité de Préfet de l'Aude

**Vu** l'arrêté DCT-BCI-2017-140 donnant délégation de signature à Monsieur Luc Ankri, sous-préfet de Narbonne

**Vu** le constat d'abandon présumé, établi par un agent assermenté en date du 19 octobre 2018 concernant le bateau « AMAL », sans immatriculation, stationnant sur le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France ;

**Considérant** que ledit constat a fait l'objet d'un affichage sur le bateau et en Mairie en date du 19 octobre 2018

**Considérant** qu'aucune suite n'a été donnée par le propriétaire, gardien ou conducteur pour remédier à l'état d'abandon du bateau, que le délai de 6 mois prévu par le code général de la propriété des personnes publiques a été respecté et, à ce jour, est expiré ;

Sur proposition de M. le Directeur Territorial de Voies navigables de France :

**ARRETE**

**Article 1** : Le bateau « AMAL », sans immatriculation, actuellement stationné au port de Carcassonne (11000), rive droite du bief de Carcassonne au PK 105.210, est déclaré à l'état d'abandon.

**Article 2** : La propriété dudit bateau est transférée à Voies navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial concerné.

**Article 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude. Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du préfet de département ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur). L'absence de réponse de l'administration pendant deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, M. le Directeur territorial de Voies navigables de France, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, le **24 AVR. 2019**

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

  
Claude VO-DINH

**CONSTAT D'ABANDON DE BATEAU**

Subdivision  
Languedoc  
Ouest

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 1127-3 :

*« Le présent article s'applique à tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant abandonné sur le domaine public fluvial.*

*L'abandon se présume, d'une part, du défaut d'autorisation d'occupation du domaine public fluvial et, d'autre part, de l'inexistence de mesures de manœuvre ou d'entretien, ou de l'absence de propriétaire, conducteur ou gardien à bord.*

*L'abandon présumé du bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant est constaté par les agents mentionnés à l'article L. 2132-23. Le constat est affiché sur le bien concerné et notifié au dernier propriétaire s'il est connu, en même temps qu'une mise en demeure de faire cesser l'état d'abandon.*

*Si aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne s'est manifesté dans un délai de six mois, l'autorité administrative compétente déclare abandonné le bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant et en transfère la propriété au gestionnaire du domaine public fluvial concerné. Le gestionnaire peut procéder à la vente du bien à l'expiration d'un délai de deux mois et sous réserve des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires ou procéder à sa destruction à l'expiration de ce même délai, si sa valeur marchande ne justifie pas sa mise en vente. »*



**Bateau**

type: plaisance

couleur coque : verte

couleur pont : blanc

longueur : 9 mètres

mat : oui

coordonnées GPS :

N 43°21'72"

E 2°35'11"

Je soussigné MURAT Pierre-Yves, agent dûment assermenté et commissionné, constate ce jour que le bateau portant devise « Amal » sans immatriculation, stationné au port de Carcassonne, PK 105.210, rive droite du bief de Carcassonne est laissé à l'abandon sur le domaine public fluvial.

**19 AVR. 2019**

Un premier constat d'abandon a été rédigé, affiché sur le bateau et en Mairie en date du 19 octobre 2018 et est resté sans effet.

L'agent assermenté **LE CHEF D'EQUIPE** à Carcassonne,

**MR MURAT PIERRE-YVES**




Port du Canal - 11 000 CARCASSONNE  
tel : 04 68 71 74 55 fax : 04 68 71 27 37 www.vnf.fr

établissement public de l'État à caractère administratif,  
article L 4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 69 130 017 791  
SIRET 130 017 791 60083, Compte bancaire: DRPP Rhône-Alpes et du Rhône

n° 10071 6000 00001004270 58, IBAN FR76 1007 1690 0000 0010 0427 058, BIC n°TRPUPFRP1



Direction  
territoriale  
Sud Ouest

Subdivision  
Languedoc  
Ouest



Carcassonne, le 19 octobre 2018

### CONSTAT D'ABANDON DE BATEAU

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 1127-3 :

*« Le présent article s'applique à tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant abandonné sur le domaine public fluvial*

*L'abandon se présume, d'une part, du défaut d'autorisation d'occupation du domaine public fluvial et, d'autre part, de l'inexistence de mesures de manœuvre ou d'entretien, ou de l'absence de propriétaire, conducteur ou gardien à bord.*

*L'abandon présumé du bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant est constaté par les agents mentionnés à l'article L. 2132-23. Le constat est affiché sur le bien concerné et notifié au dernier propriétaire s'il est connu, en même temps qu'une mise en demeure de faire cesser l'état d'abandon*

*Si aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne s'est manifesté dans un délai de six mois, l'autorité administrative compétente déclare abandonné le bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant et en transfère la propriété au gestionnaire du domaine public fluvial concerné. Le gestionnaire peut procéder à la vente du bien à l'expiration d'un délai de deux mois et sous réserve des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires ou procéder à sa destruction à l'expiration de ce même délai, si sa valeur marchande ne justifie pas sa mise en vente. »*



#### Bateau

type: plaisance

couleur coque: verte

couleur pont: blanc

longueur: 9 mètres

mat: oui

coordonnées GPS:

N 43°21'72"

E 2°35'11"

Je soussigné MURAT Pierre-Yves, agent dûment assermenté et commissionné, constate ce jour que le bateau portant devise « Amal » sans immatriculation, stationné au port de Carcassonne, PK 105.210, rive droite du bief de Carcassonne est laissé à l'abandon sur le domaine public fluvial.

Si aucun propriétaire, gardien ou conducteur ne se présente auprès de la subdivision dans un délai de six mois à compter du présent affichage, la propriété de ce bateau sera transférée au gestionnaire du domaine public fluvial qui pourra procéder à sa vente ou à sa destruction à l'expiration d'un délai supplémentaire de deux mois.

L'agent assermenté  
CEEP MURAT Pierre-Yves

Fait à Carcassonne,

Port du Canal - 11 000 CARCASSONNE  
tel : 04 68 71 74 55 fax : 04 68 71 27 37 www.vnf.fr

Établissement public de l'État à caractère administratif,  
article L.4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 69 130 017 701  
SIRET 130 617 701 00023, Compte bancaire: DRFP Rhône-Alpes et du Péninsule

n° 10071 6000 00001004370 58, IBAN FR76 1007 1600 0000 0010 0437 0301, BIC: NTRPFR31